

*l'Anti*capitaliste

n°820 | 29 octobre 2026 | 2 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

LA MOBILISATION NE SE LAISSE PAS INTIMIDER

MAINTENANT



TOUSTES *en* GRÈVE!

CONTRE L'AUSTÉRITÉ, LE RACISME ET L'AUTORITARISME

ZOOM

Une tuerie raciste,
des responsabilités
politiques

Page 3

INTERNATIONAL

Ukraine. Trump s'allie
à Poutine contre le
peuple ukrainien

Page 4

ARGUMENTS



Les révoltes de
la Gen Z dans
le monde

Pages 6-7

CHAMP LIBRE

Révolte sociale. Des
pancartes partout: la rue
a des choses à dire

Page 8

Édito

Violences
suprémacistes

Par OLIVIER LEK LAFFERRIÈRE

Nous y sommes. Nous avions alerté : la montée du racisme et du RN favoriserait les passages à l'acte et libérerait la violence des milices fascistes. Nous y sommes. Cette violence a tué à Trappes, et les cortèges du 24 octobre ont été attaqués de manière manifestement coordonnée. «*Trappes est un foyer de djihadistes*», persiste Sébastien Chenu (RN) après la tuerie. «*La semaine où la France a basculé. Elle est passée à l'autodéfense*», écrit Christine Kelly (Bolloré Média) le lendemain. Le meurtre d'un homme noir et la tentative de massacre d'Arabes et de musulmanEs supposésEs sont présentés comme de l'autodéfense de la suprématie blanche. Le complotisme islamophobe et les discours sur l'«islamogauchisme» trouvent leur concrétisation. Présenter les musulmanEs et la gauche de gauche comme les complices d'une entreprise de domination prépare le terrain à celles et ceux qui prétendent les combattre par les armes. À l'Assemblée, le 27 octobre, Sébastien Lecornu reconnaît que les mots peuvent armer, mais attaque la gauche pour «*recel politicien*» et l'accuse de «*faire le jeu de l'extrême droite*». Le pouvoir refuse de tirer les conséquences politiques de ses propres constats. Et pour cause, il est un acteur majeur du climat raciste du pays. Le 24 octobre, à Nice, Nancy, Rouen, Montpellier, et dans d'autres villes encore, des groupes fascistes ont attaqué les cortèges, avec la passivité ou le soutien des forces de l'ordre. Laurent Nuñez nie cette complicité policière. Le même Nuñez excluait toute «*désescalade*» face aux «*émeutiers*» en invoquant notamment les vitrines cassées ! Le suspect de Trappes disait lui aussi vouloir «*venger les commerçants*». Toujours la même hiérarchie des valeurs. Pour le suprémacisme, une vie noire ou arabe vaut moins qu'un carreau de verre. La révolte sociale en cours est la meilleure réponse à leurs projets de mort. Il y a urgence à un sursaut antifasciste et antiraciste unitaire et populaire. Soutenons les victimes, organisons la protection collective des cortèges, construisons un front antifasciste dans nos quartiers et sur les lieux de travail. Personne ne doit être laissé isolé face aux fascistes. L'auto-organisation est devenue un enjeu vital.

Bien dit

On légitime leurs idées en leur permettant de s'exprimer comme si elles méritaient d'être débattues sur la sphère publique

ALI RABEH, maire de Trappes, a fait plusieurs interventions dignes et fortes après la tuerie raciste dans la ville qu'il administre. Il a mis en cause les responsabilités politiques et médiatiques dans la montée du racisme et de l'extrême droite. Il a également lancé : «*Soyez tous lucides sur votre responsabilité, tous, y compris vous les journalistes.*» Il n'a manifestement pas été entendu, si l'on en croit le traitement médiatique du congrès du RN et des suites du meurtre de Trappes.

Le 5 novembre, toutes
et tous en grève !

«*La recommandation générale, c'est qu'il n'y ait pas de manifestation*», avait sommé Emmanuel Macron le 22 octobre. Le 24 octobre, des centaines de milliers de manifestantEs ont donné tort au chef de l'État qui avait méprisé jusque-là le bruit de la rue.

Paris de panique, Macron avait voulu reprendre la main, et l'État avait mobilisé un arsenal démesuré et imposé des couvre-feux. Il a éloigné les manifestantEs de Paris et de sa banlieue le plus possible des lieux de pouvoir... sur les boulevards des Maréchaux.

Pompiers pyromanes

Si Laurent Nuñez s'est félicité que «*les cortèges se soient bien passés*» le 24 octobre, c'est que nous ne nous sommes pas laissé intimider par la criminalisation du mouvement social. Les dispositifs policiers sont pourtant rodés, testés dans les colonies, en Kanaky ou en Guyane : provoquer, gazer, matraquer et mutiler des manifestantEs pacifiques pour en faire les fauteurs de troubles.

En provoquant lui-même le désordre, l'État croyait ainsi dissuader et intimider les manifestantEs. Il a été dépassé par le nombre, et certainEs se sont adonnéEs à quelques redistributions intempestives des richesses. Conséquences : panique à bord pour le pouvoir enfermé dans sa pente autoritaire, au point que Gabriel Attal aurait soufflé l'idée de couper les réseaux sociaux ; colère encore plus forte de celles et ceux qui se mobilisent sans être entenduEs mais en étant assourdiEs, aveugléEs, mutiléEs, empoisonnéEs par les armes de la police ; déferlante médiatique de haine de la part des défenseurs de l'ordre établi, de haine raciste et islamophobe, dans un paysage médiatique déjà plus que marécageux.

Haine des pauvres, haine des autres

L'attentat raciste de Trappes, la veille de la manifestation du 24 octobre, en dit long sur la dégradation du climat en France, dont nombre d'élus et de membres du gouvernement sont responsables, à force

d'utiliser les arguments de l'extrême droite et de mettre en œuvre sa politique raciste pour faire passer leurs potions libérales amères. Le mort et les blessés de Trappes sont des victimes de la politique répressive du gouvernement et de la haine raciste qui s'étend dans le pays.

Les manifestations, elles, sont joyeuses et sont porteuses, au-delà des revendications sociales, d'un renouveau démocratique. Ce que le gouvernement ne semble pas pouvoir comprendre. Il ne nous représente pas, il nous matraque et nous méprise... Diviser pour mieux régner, banaliser le RN pour écraser les revendications sociales, démocratiques et écologiques, c'est ça la macronie !

Macron dégage, Lecornu démission

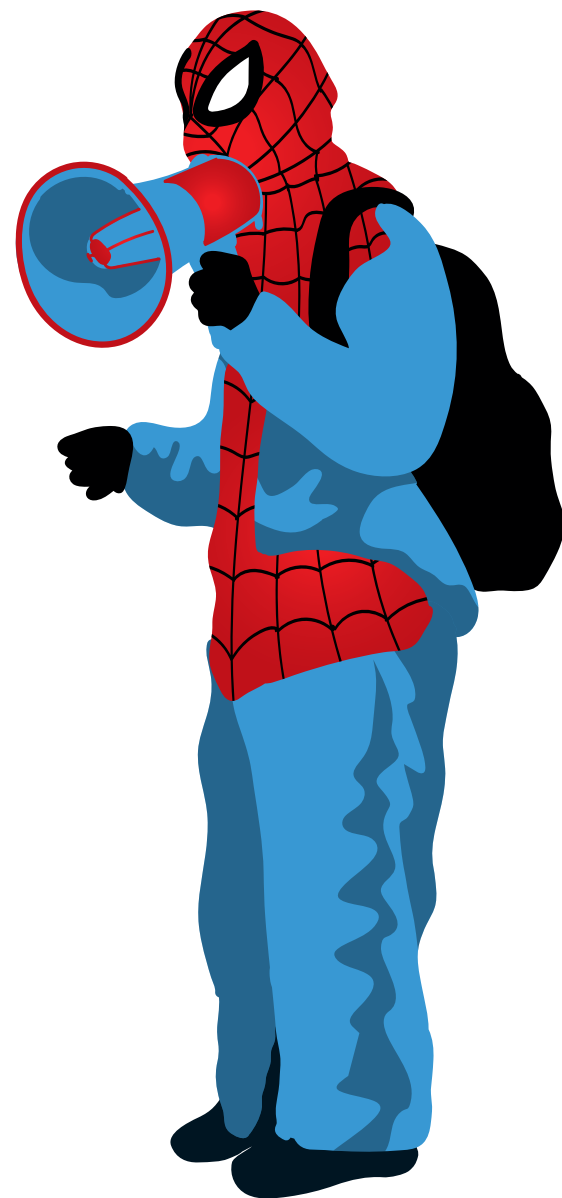
Ce que le gouvernement vient d'annoncer aux lycéenNES après les avoir durement frappés, ce sont des miettes et des engagements qu'il sait laisser à un futur gouvernement et qui ne l'engagent donc que peu. Tant de répression pour ça ! Pas de quoi satisfaire les lycéenNES !

Encore moins pour l'enseignement supérieur, en mode dégradé après vingt ans de désengagement massif et continu de l'État, avec l'objectif non déclaré d'orienter massivement les jeunes vers le privé ! Pour l'instant, pas de réponses.

Ni sur la vie chère, ni sur les services publics, ni sur les inégalités qui se sont creusées. Le projet de loi de finances (PLF) et le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) qui s'annoncent vont s'attaquer à la solidarité : à la Sécu, à la protection sociale et aux services publics.

La seule réponse, c'est la matraque et la criminalisation. Ce gouvernement de casseurs n'a aucune légitimité, aucune politique. Que Macron dégage. Que ce gouvernement s'en aille !

À la Une



Toustes en grève le 5 novembre

Alors le 31 octobre, on continue. Et le 5 novembre, soyons le plus nombreuSES possible en grève pour faire entendre nos droits à un monde juste, pour montrer que les richesses de ce pays, nous les produisons et que, quand on s'arrête, oui, ça se voit ! Plus il y a de monde, plus ça se voit ! Avoir les moyens de la grève, c'est aussi s'organiser, discuter avec ses collègues, mettre en place des caisses de grève, être en solidarité car nous avons les mêmes intérêts. Ensemble, en grève le 5 novembre et après, nous sommes une force !

Fabienne Dolet



Acturama

ORLÉANS :
UNE MARÉE
ANTIFASCISTE

Le 24 octobre, plus de 26 000 personnes ont défilé contre le congrès du RN, malgré les intimidations et les obstacles policiers. Près de 500 ont rejoint le cortège du NPA- l'Anticapitaliste. Une démonstration de force pour construire un front antifasciste unitaire.

Lire notre article page 5



Vendredi 23 octobre au matin, un homme de 39 ans a ouvert le feu au pistolet-mitrailleur depuis sa voiture, en trois endroits de Trappes et de La Verrière, dont une aire de jeux. Il a tué Pengo Bossio Wangi, un jeune homme noir de 26 ans, et grièvement blessé cinq autres personnes. Parmi elles, une fillette de 12 ans, touchée par huit balles, visée parce qu'elle portait un foulard. Nous adressons toute notre solidarité aux victimes, à leurs proches et aux habitantEs de Trappes et de La Verrière.

Un crime raciste prémédité
Le tueur votait pour l'extrême droite, possédait *Mein Kampf* et affichait ses convictions racistes. Il s'était procuré une arme de guerre et avait piégé son appartement avec des bouteilles de gaz reliées à un minuteur. Il a déclaré aux policiers avoir voulu s'en prendre « aux Noirs et aux Arabes » pour venger les commerçantEs victimes de vols et de dégradations le 17 octobre. Il a donc traduit en balles la lecture raciste de la révolte sociale qu'on nous sert depuis dix jours : derrière les vitrines brisées, il n'a pas vu la vie chère, la misère, les inégalités, mais des Noirs et des Arabes. Il faut nommer ce qui a armé son bras : la négrophobie, le racisme anti-arabe et l'islamophobie. Si son irresponsabilité pénale devait être reconnue, cela ne changerait rien au caractère raciste de ses crimes. Le contenu d'un délire

ANTIRACISME Une tuerie raciste, des responsabilités politiques

Vendredi 23 octobre, un homme d'extrême droite a tiré sur des passantEs parce qu'ils et elles étaient noirEs, arabes ou supposéEs musulmanEs. Ce crime est le produit d'un climat que le pouvoir, l'extrême droite et les grands médias entretiennent depuis des années.

n'est pas indépendant de la société et notre société est saturée de racisme, de négrophobie, d'islamophobie, de racisme anti-arabe.

Le bal des hypocrites

Le bal des hypocrites qui dénoncent ce crime tout en lui fournissant chaque jour son carburant est insupportable. Car cette tuerie survient dans un climat que le pouvoir a lui-même fabriqué : banalisation du racisme, montée de l'extrême droite, fascisation de l'État. Les discours qui déshumanisent la jeunesse non blanche des quartiers populaires préparent les passages à l'acte. De Zemmour à Le Pen et Bardella, de Retailleau aux bancs du gouvernement, on désigne chaque jour les immigréEs, les musulmanEs et l'ensemble des personnes non blanches comme la source de tous les maux. Face à la colère sociale, le gouvernement a choisi le racisme pour justifier la répression coloniale des quartiers populaires : milliers de gardes à vue, comparutions immédiates à la chaîne, couvre-feu, manifestations interdites. Nous le tenons pour politiquement responsable.

Les médias dominants aussi. Pas seulement CNews, mais BFM et le service public, qui s'indignent tout en déroulant le tapis rouge au RN, à Reconquête et à leurs relais. Nous les tenons pour politiquement responsables. Et ne sont pas innocentEs non plus celles et ceux qui, à gauche, ont pleuré les vitrines du 17 octobre plus que les mains arrachées et les visages mutilés par la police, ou qui ont jugé bon de faire front avec une droite qui mène des politiques racistes.

Construire la riposte

La riposte doit se construire en articulant l'unité et la clarification politique : on ne peut pas lutter contre le racisme avec celles et ceux qui ostracisent les mouvements antiracistes de base, hiérarchisent les formes de racisme, nient l'islamophobie, défendent des politiques coloniales et prennent pour cible celles et ceux qui s'opposent à la guerre génocidaire menée par Israël contre les PalestinienNEs. Sur cette base, il y a urgence à rassembler les organisations syndicales, politiques et associatives, les collectifs antiracistes et de

lutte contre les violences policières dans un front antiraciste et antifasciste. N'attendons pas de l'État qui attise le racisme de nous protéger : c'est à notre camp social de se défendre et de se rassembler. Après cette tuerie, la révolte sociale en cours doit renforcer sa dimension antiraciste. Elle était présente dès le départ dans les raisons de la mobilisation lycéenne, partie des quartiers populaires racisés pour lutter contre les inégalités. Oui, cet ordre capitaliste, autoritaire et raciste est révoltant !

Olivier Lek Lafferrière

ZYED ET BOUNA : NI OUBLI NI PARDON

Le 27 octobre 2005, Zyed Benna, 17 ans, et Bouna Traoré, 15 ans, mouraient électrocutés dans un transformateur à Clichy-sous-Bois, en fuyant la police. Leur mort déclenchait trois semaines de révolte dans les quartiers populaires. Vingt et un ans après, leur mémoire nous engage à combattre le racisme d'État, les violences policières et l'impunité. Face à la répression, construisons la solidarité et une riposte antiraciste unitaire. Justice pour Zyed, Bouna et toutes les victimes !

ÉTAT POLICIER La répression monte encore d'un cran

Face au mouvement lycéen et à la colère contre la vie chère, le gouvernement multiplie les violences policières et les entraves au droit de manifester. Une fuite en avant qui n'a pas réussi à faire taire la mobilisation.

Près de 10 000 interpellations. Un manifestant mort. Des mains arrachées, des couvre-feux, des hélicoptères au-dessus des cortèges. Le mouvement lycéen a fait franchir un nouveau palier à une dynamique répressive engagée depuis une décennie.

Une dynamique répressive

Depuis la présidence de François Hollande, et plus particulièrement depuis le mouvement contre la loi travail en 2016, le niveau de répression contre le mouvement social ne cesse d'augmenter. Cela a commencé par l'encadrement de plus en plus musclé des manifestations, les interpellations massives, l'usage constant de gaz lacrymogènes et les nasses policières. Puis il y a eu les yeux crevés et les mains arrachées pendant le mouvement des Gilets jaunes, avec l'usage massif de grenades assourdissantes ou de désencerclement. Ensuite sont venues les amendes pour participation à une manifestation non autorisée, surtout lors des premières manifestations en solidarité avec la Palestine. Les condamnations sont aussi de plus en plus sévères, avec des peines de prison ferme et des interdictions de manifester. Tout cela sans compter les violences policières quotidiennes dans les quartiers populaires, des violences qui tuent, comme pour Nahel parmi tant d'autres. Mais si on croyait avoir atteint le maximum de répression possible sans tomber dans une dictature, on se trompait.

La police pour toute réponse

La première réponse du gouvernement a été d'envoyer la police devant les établissements bloqués, et la deuxième aussi. Un œil crevé, une main amputée et une mâchoire fracturée : voilà ce que le pouvoir juge proportionné à quelques feux de poubelles. Des syndicalistes,



des parents d'élèves et même des éluEs comme Bally Bagayoko ont dû se mettre en première ligne pour protéger les jeunes. Le 17 octobre, il y a eu une explosion sociale, avec des milliers de personnes dans la rue, des vitrines cassées et des magasins pillés. Le gouvernement a répondu une troisième fois de la même manière : des mains arrachées, des peines de prison, des couvre-feux, des interdictions de manifester, des hélicoptères de surveillance. Un manifestant est mort d'un arrêt cardiaque après avoir été gazé, dans des conditions qui restent à éclaircir. Le projet de loi « casseurs-payeurs », examiné au Sénat à partir du 27 octobre, permettrait de faire payer jusqu'à 10 000 euros aux membres d'un groupe ayant commis des dégradations, même sans participation personnelle à celles-ci. La commission des lois a aussi ajouté le RSA aux prestations saisissables, avec les allocations familiales et les APL.

Un état d'urgence non déclaré

Les couvre-feux, les interdictions de manifester et les changements de parcours imposés par la préfecture montrent bien la volonté du

gouvernement d'entraver le droit de manifester. Emmanuel Macron a même déclaré que tout rassemblement déclaré par d'autres que des organisations syndicales « sérieuses » est illégitime et doit être interdit. Selon le média *Blast*, le Premier ministre Sébastien Lecornu aurait été jusqu'à essayer de créer un dispositif permettant de couper l'accès aux réseaux sociaux lors des manifestations du 24 octobre.

Le gouvernement prévoit aussi des interdictions de manifester pour des personnes jugées susceptibles de troubler l'ordre public et la suppression du plafond des drones judiciaires. Un amendement gouvernemental veut appliquer aux appels à l'« insurrection » sur les réseaux sociaux les procédures contre les contenus terroristes : retrait sous une heure, avec blocage et déréférencement possibles des sites. Macron agit comme s'il avait déclaré l'état d'urgence, sans même l'assumer.

La stratégie de la peur n'a pas marché

Le gouvernement ne veut pas répondre aux revendications du mouvement lycéen. Le gouvernement ne veut pas répondre aux besoins de la population face à la vie chère. Car cela impliquerait de prendre de l'argent aux plus riches et de revenir sur la casse des services publics systématiquement mise en œuvre depuis dix ans. Ce n'est pas son projet. La mobilisation a arraché de premières annonces le 26 octobre (lire page 7). Mais dès le lendemain, le ministre des Comptes publics exigeait des « économies supplémentaires » pour financer les mesures promises : l'austérité reste la règle. Macron préfère essayer de désarticuler le mouvement par la répression, la peur et la fatigue. Mais la colère est si profonde que sa stratégie est perdante : le mouvement ne s'est pas laissé intimider.

Martin Hache

No comment

Dans la République, on ne peut pas opposer un mort à un autre mort

SÉBASTIEN LECORNU, Premier ministre, à l'Assemblée nationale, le 27 octobre 2026, a osé comparer la mort du militant fasciste Quentin Deranque, venu pour en découdre, à celle de Pengo Bossio Wangi, tué à Trappes simplement parce qu'il était là et qu'il était noir. Le comble de l'indécence suprémaciste.

Agenda

Samedi 31 octobre, mobilisation partout en France contre l'austérité, le racisme et l'autoritarisme

Mercredi 4 novembre, « 2027: Révolte antifasciste », meeting du NPA-A avec Christine Poupin, Olivier Besancenot, Omar Alsoumi..., Paris (75). À 20h, à la Bellevilloise, 19-21 rue Boyer, Paris 20^e (lire page 5).

Jedi 5 novembre, journée nationale intersyndicale de grève et de manifestations

Jedi 5 novembre, rencontre-débat « Comment en est-on arrivé au génocide à Gaza ? », avec Pierre Stambul de l'UJFP, Vandœuvre-lès-Nancy (54). À 18h30, salle Dinét, Ferme du Charmois.

Samedi 14 novembre, Tour de France de la santé: « Ils assassinent notre santé, notre Sécu. Procès des projets du RN et des libéraux », Paris (75). 14h-17h30, Bourse du Travail, salle Hénaff, 29 boulevard du Temple.

Samedi 14 novembre, fête anticapitaliste, Limoges (87). Dès 15h, salle Édouard-Detaille à Limoges. 15h30 – *Mobilisations lycéennes et sociales*, 16h30 – *Le capitalisme mène-t-il au fascisme avec Romaric Godin*, 21h – *Soirée Hip-Hop avec Mantis*. Entrée libre.

Lundi 16 novembre, Centre d'études marxistes « Quand la gauche était au pouvoir: de l'enthousiasme à la désillusion 1981-1986 » avec Hélène Adam et Léon Crémieux, Montreuil (93). À 19h, 2 rue Richard-Lenoir à Montreuil, métro Robespierre.

Mercredi 25 novembre, journée internationale contre les violences faites aux femmes.

Vendredi 27 et samedi 28 novembre, colloque Daniel Bensaïd, Paris (75). À partir de 9h au campus des Grands Moulins de l'université Paris-Cité. Plus d'infos sur danielbensaïd.org

Pour annoncer un événement: agenda@npa-lanticapitaliste.org

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@lanticapitaliste.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafferrière

Graphisme :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

En bref

Brésil. Un sursaut populaire porte Lula à la victoire. Le 25 octobre, Lula a été réélu avec 51,79 % des voix face à Flávio Bolsonaro, pourtant arrivé en tête au premier tour de l'élection présidentielle et favori du second tour jusqu'au dernier jour. C'est un immense soulagement et un revers pour l'extrême droite et son allié Trump. Seule la mobilisation populaire, notamment de la jeunesse, a ouvert la voie à ce retournement, avec une marée humaine dans les rues de toutes les grandes villes du pays : des artères entières remplies de travailleurs et travailleuses, de jeunes, d'ancienNEs, d'indigènes, de paysanNEs, de mouvements divers, au son de la samba dédiée à Lula. Une telle démonstration d'espoir, d'optimisme et de joie est tout simplement inédite dans ce pays.



Photo officielle de Lula.

L'idée qu'un personnage lié à des affaires de corruption dirige le pays tout en propageant les idées nauséabondes de Trump a contribué à susciter un sursaut chez des millions d'électeurEs jusqu'ici indifférentEs et d'abstentionnistes, portant la participation à un niveau inédit. Si Bolsonaro a finalement renoncé à demander l'annulation du scrutin, le danger demeure : le bolsionarisme est profondément enraciné et la droite et l'extrême droite dominant le Congrès. Pour faire reculer durablement l'extrême droite, il ne faut pas se contenter de cette victoire électorale. L'enjeu est de prolonger la mobilisation, dans l'indépendance vis-à-vis du gouvernement, pour imposer des avancées sociales, défendre les libertés et construire une alternative anticapitaliste, en développant les cadres d'auto-organisation. Cette victoire doit devenir un point d'appui pour les luttes.

Afrique. Le droit à l'information bafoué. Près de la moitié des pays africains connaissent une situation difficile pour la liberté de la presse. Les gouvernements multiplient les lois liberticides au nom de la sécurité nationale ou de la lutte contre le terrorisme.



DR

Au Bénin, le journaliste Hugues Comlan Sossoukpè, enlevé en Côte d'Ivoire en 2025, reste emprisonné. Dans l'est de la République démocratique du Congo, des journalistes ont été enfermés dans des conteneurs. Au Sahel, informer sur les attaques djihadistes ou les massacres commis par l'armée expose aux disparitions ou à l'envoi forcé au front. Au Burkina Faso, certains délits de presse sont désormais passibles de 30 ans de prison. À la répression s'ajoute le chantage publicitaire : au Kenya, Safaricom a retiré ses publicités à un média qui dénonçait sa participation à la surveillance des citoyens. Ces pressions favorisent l'autocensure. Défendre le droit à l'information exige de soutenir la presse indépendante et les journalistes victimes de l'arbitraire.



► Lire l'article de Paul Martial en entier sur notre site

Le deal diesel contre levée des sanctions illustre la vénalité de l'administration américaine. Pour 2 ou 3 jours de consommation domestique, elle accorde une victoire diplomatique majeure à Poutine, qui peut, depuis, exporter son pétrole dans le monde entier.

Renforcement du duo toxique Trump-Poutine

Cet accord pourri sera rapidement suivi par une restriction des réseaux Starlink (propriété de Musk) et Starshield (géré par les militaires) qui donnent une plus grande précision aux frappes ukrainiennes et permettent d'anticiper les trajectoires des drones et des missiles balistiques qui provoquent des dégâts considérables.

Le mépris affiché par Trump pour Zelensky, sa volonté d'en faire le responsable de la poursuite de la guerre sont des cadeaux au Kremlin. Le négociateur de Trump, le minable larbin Witkow, a même décerné un brevet d'humanité à Poutine. Le bilan de ce mois de trahison est clair : un renforcement du duo toxique Trump-Poutine. La perspective possible d'une rencontre entre Xi Jinping, Poutine et Trump ne fait qu'accentuer leur volonté de se partager le monde à leur guise. Des zones d'influence dans lesquelles chaque impérialisme aurait les mains libres pour asservir les nations et les peuples.

Une trahison tragique

L'armée de Vladimir Poutine n'a guère progressé, elle recule même. Les objectifs territoriaux — l'annexion totale de quatre oblasts — restent hors de portée. En difficulté sur le front, le dictateur cherche à saper la volonté de résistance des UkrainienNEs.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Il vise la destruction complète des villes et des infrastructures vitales pour rendre la vie insupportable et forcer la population civile à l'exode.

Réduire les moyens militaires de l'Ukraine est une trahison tragique qui entraîne une forte augmentation des pertes civiles. C'est un affaiblissement de la position de Kyiv à la veille de possibles négociations. Poutine ne veut pas la paix, il veut la reddition complète de l'Ukraine et Trump est prêt à lui faciliter la victoire.

L'hiver sera très difficile pour le peuple ukrainien. Sa résistance face à la Russie est essentielle à la survie de sa nation. Les UkrainienNEs ont la conviction que Poutine utilisera n'importe quel accord pour gagner du temps et se réorganiser avant

de relancer son offensive. Un cessez-le-feu peut suspendre les opérations de guerre, il n'est pas la garantie d'une paix juste et durable. Aujourd'hui, en dépit de la fatigue, des désertions et des protestations contre la politique de Zelensky, la majorité des UkrainienNEs refuse le transfert de l'intégralité du Donbass sous contrôle russe en échange de garanties de sécurité.

Un front réactionnaire contre les peuples

Pendant ce temps, en Europe, la colère de la jeunesse et des couches populaires fait trembler de nombreux gouvernements, en France, en Albanie, en Belgique, en Italie ou en Serbie. Face à ces profonds mouvements, un front réactionnaire se constitue, parrainé par Trump et Poutine.

ÉTATS-UNIS Le peuple se retourne contre Trump

La population des États-Unis s'est retournée contre Trump. Le Parti républicain semble désormais promis à une défaite aux élections de mi-mandat du 3 novembre, qui mettrait fin à sa mainmise sur le Congrès. Un spectaculaire revers provoqué par sa propre démesure.

Depuis deux ans, le Parti républicain contrôle la présidence, les deux chambres du Congrès, la Cour suprême et de nombreux gouvernements d'État. Trump semblait tout-puissant.

Un retournement lié aux échecs de Trump

En janvier 2025, Trump bénéficiait de 47 % d'opinions favorables. Selon divers sondages, ce taux est tombé entre 31 % et 34 % : deux tiers des ÉtatsunienNEs le désapprouvent désormais. Plusieurs groupes, dont une partie de sa base, ont rompu avec lui : les jeunes électeurs masculins, les électeurEs latinos, les électeurEs des villes et les républicainEs des banlieues résidentielles, plus modéréEs et davantage issuEs des classes moyennes. Plusieurs figures de premier plan du mouvement Make America Great Again (MAGA), dont la députée Marjorie Taylor Greene et l'ancien présentateur de Fox News Tucker Carlson, ont aussi rompu publiquement avec Trump. MAGA est en plein désarroi.

La population s'est retournée contre Trump à cause de l'échec de ses politiques. Fin février 2026, il a engagé les États-Unis aux côtés d'Israël dans une guerre contre l'Iran, sans l'aval du Congrès, pourtant seul habilité à déclarer la guerre. La Chambre des représentants a voté plusieurs résolutions

visant à limiter les pouvoirs de guerre du président, mais le Sénat ne les a pas adoptées. La guerre a entraîné le blocage du détroit d'Ormuz et une hausse du prix de l'essence. Selon plusieurs sondages, 65 % des ÉtatsunienNEs désapprouvent la conduite de la guerre par le président.

Les droits de douane de Trump sont aussi impopulaires : environ 63 % des AméricainEs y sont hostiles. Ils ont perturbé des secteurs de l'économie américaine et fait grimper les prix à la consommation.

Un usage du pouvoir qui inquiète

Trump s'est servi de la police de l'immigration, l'ICE, pour mener des rafles violentes et arrêter des immigréEs des classes populaires qui ont un emploi, une famille et des enfants scolarisés. Ces rafles ont causé la mort d'immigréEs comme de citoyenNEs ÉtatsunienNEs. Aujourd'hui, seuls 33 % des ÉtatsunienNEs soutiennent l'ICE, contre 60 % qui la désapprouvent. Par ailleurs, 83 % des ÉtatsunienNEs ont désapprouvé la grâce accordée par Trump aux personnes condamnées pour des actes violents lors de l'insurrection au Capitole et de la tentative de coup d'État du 6 janvier 2021. Enfin, selon des sondages récents, entre 60 % et 69 % des ÉtatsunienNEs se disent « très » ou « assez » préoccupéEs par « la corruption,

l'usage du pouvoir à des fins personnelles ou les conflits d'intérêts » au sein de l'administration Trump. L'usage que Trump et sa famille font du pouvoir pour servir leurs intérêts privés a fini par devenir un scandale national. « La corruption du gouvernement préoccupe davantage les électeurEs que tout autre sujet, y compris les prix élevés de l'alimentation et de l'essence », selon la dernière enquête économique de CNBC. On pourrait aussi citer d'autres motifs de rejet de Trump : sa politique fiscale favorable aux riches, ses licenciements de fonctionnaires fédéraux, ses travaux de reconstruction de la Maison-Blanche et le vulgaire « embellissement » de ses intérieurs.

Défendre le droit de vote

Face aux sombres perspectives électorales de son parti, Trump a pris des mesures extraordinaires et anticonstitutionnelles, puisque la Constitution confie l'organisation des élections aux États, et non au président. Le ministère de la Justice engage des poursuites contre les États et mène des descentes, des perquisitions et des arrestations, sous prétexte d'empêcher le vote de personnes sans citoyenneté américaine. Trump n'exclut pas non plus d'envoyer des agents de l'ICE ou des soldats dans les bureaux de vote. S'il n'entrave pas les élections de mi-mandat, Trump pourrait bien les perdre. Mais, craignant une intervention de sa part, 7 à 9 millions de personnes ont participé la semaine dernière aux manifestations « No Kings » (« Pas de rois »). Elles sont prêtes à défendre les bureaux de vote et le droit de vote.

Dan La Botz

Ils sont relayés par des alliances de plus en plus visibles entre les droites de gouvernement et l'extrême droite. Marine Le Pen en France, l'AfD (extrême droite) et le BSW (gauche conservatrice et xénophobe) en Allemagne, ou Vox (extrême droite) en Espagne rejettent tout soutien financier et militaire à l'Ukraine.

Le convoi européen de solidarité

Pour les forces progressistes, le soutien à la résistance armée du peuple ukrainien contre l'agression impérialiste et fasciste est une exigence aussi importante que la solidarité envers la cause palestinienne. Dénouons Trump qui, comme Poutine, dénie la légitimité de Zelensky, rend les frappes ukrainiennes responsables de l'escalade militaire, exige un cessez-le-feu sans garanties sérieuses. Toutes les remises en cause de l'aide à l'Ukraine sont autant de cadeaux à l'agresseur et une légitimation des politiques néocoloniales.

Faisons bloc contre l'alliance des fascistes, xénophobes, réactionnaires. La solidarité « du bas vers le bas » avec l'Ukraine est plus que jamais nécessaire. Le convoi européen de solidarité en novembre sera une occasion pour rappeler que « l'Ukraine est proche », que cette guerre nous concerne directement, que ses enjeux pèsent lourd sur notre propre destin.

Groupe d'intervention Solidarité Ukraine du NPA-A

ANTIFASCISME

Une marée humaine à Orléans contre le Racisme National!

Malgré les menaces, les intox, les intimidations, ce sont plus de 26 000 personnes qui ont défilé samedi 24 octobre 2026 à Orléans contre le congrès du Rassemblement national.

Il fallait être bien motivéE pour descendre dans la rue ce samedi 24 à Orléans. Multiples contrôles policiers, fermeture des ponts sur la Loire, arrêt des transports en commun, interdiction des stationnements en ville, déploiement policier jamais vu dans la ville et centre-ville barricadé...

Malgré une campagne d'intimidation

Tout cela faisait suite à une terrible campagne de peur orchestrée de concert par Nuñez et son préfet, le RN comme le maire d'Orléans, Serge Grouard, qui tous nous prédisaient une ville à feu et à sang, détruite par l'ultra-gauche...

Le summum de la provocation? L'imposition par la préfecture vendredi soir d'un nouveau parcours, hors du centre-ville.

Mais personne n'est tombé dans le panneau. Et plus de 26 000 personnes ont pris la rue, dans un défilé joyeux et revendicatif, populaire et politique, intergénérationnel. Un défilé surpris de se retrouver si nombreux, de se (re)découvrir puissant.

Sans tous les obstacles mis en place, il y a fort à parier que la mobilisation aurait été encore plus importante.

Le NPA-l'Anticapitaliste en force

Le NPA-A avait fait de cette mobilisation une échéance centrale de sa campagne présidentielle de construction d'un front antifasciste. Et au cœur de cette manifestation, son cortège a été un des plus remarquables, puisqu'au plus fort près de 500 personnes ont défilé derrière notre banderole et nos drapeaux.

Les camarades sont venus de Perpignan, Montpellier, Kemper et Rennes, Strasbourg, de la région Centre, d'Alençon et Louviers, de région parisienne, de Guéret, Bordeaux ou encore de Franche-Comté... Malgré les obstacles, les longues heures de route.

Un village antifasciste unitaire

La journée s'est prolongée par un village antifasciste au Campo Santo, marqué par les prises de parole des lycéensNEs mobilisésEs; de Sophie Binet; d'Ali Rabeh, le maire de Trappes, ville endeuillée par un attentat raciste; de Clémentine Autain, ou encore de Bally Bagayoko...

Christine Poupin, notre porte-parole, a rappelé dans son intervention l'urgence de l'unité contre l'extrême droite, des mobilisations, et l'indispensable soutien aux peuples en lutte à travers la planète.

Malheureusement, la fête n'a pas été complète. Trois cars de la Marche des solidarités, remplis de camarades sans-papiers, ont été bloqués par la police au péage pendant toute la manif, avant d'être contraints à repartir pour Paris... Tout ça, alors que pendant le même temps, des bus étaient réquisitionnés pour permettre aux fachos de rejoindre le lieu de leur congrès!

Une démonstration de force et un point d'appui

Le lendemain, ils n'étaient que 8 500 fachos à assister au meeting de Le Pen, alors qu'ils en prévoyaient 10 000 à 12 000. Le RN a été contraint de tirer les cloisons et les rideaux noirs pour cacher les rangées vides!

26 000 contre 8 500, nous avons donc réussi une première démonstration de force. Et nous devons maintenant capitaliser là-dessus. Les slogans antifascistes scandés depuis le début du mouvement lycéen, la mobilisation du 24 à Orléans montrent une volonté de combattre l'extrême droite.

Cette volonté est largement partagée, quel que soit le bulletin de vote (ou son absence) de chacunE à la présidentielle.

Cela confirme la nécessité de construire des fronts antifascistes, larges et unitaires, tels que les porte le NPA-A. C'est tout le sens de l'Appel d'Orléans que nous avons adopté localement, au sortir de la mobilisation.

Jeanne Darcan-Tifa

MEETING DU NPA-L'ANTICAPITALISTE
RÉVOLTE SOCIALE ET
ANTIFASCISTE

Qui aurait pu prédire le mouvement social de la jeunesse, le soutien qu'il a reçu et les colères accumulées? Et pourtant...

Une situation sociale et politique difficile

Les fins de mois, et même trop souvent les débuts de mois, sont de plus en plus difficiles. C'est le bilan de 10 ans de macronisme: explosion de la pauvreté, inégalités croissantes, chômage en hausse...

Mais Macron, c'est aussi des reculs sur les pesticides, l'agriculture et la santé (loi Duplomb), des reculs aussi sur la préservation des espèces (A69, mégabassines) et enfin l'inaction climatique et ses conséquences (canicule, mégafeux, inondations).

C'est également le mépris de la démocratie et des libertés publiques, la violence et la brutalité politique.

Impérialisme et extrême droite

Au plan mondial, l'essor des gouvernements autoritaires en Asie, comme en Europe et en Amérique latine, s'accompagne d'une offen-

sive impérialiste de prédation des ressources et de domination des peuples avec Trump en chef de file. L'extrême droite se nourrit de cette tendance.

Le système capitaliste n'est qu'une succession de crises... qui engendre la guerre (de la Palestine à l'Ukraine) et nourrit les discours racistes et de haine, des trottoirs de Trappes à ceux de Nouméa en Kanaky.

Une nouvelle génération debout et unie

Ces dernières semaines, la jeunesse en France, mais aussi en Albanie, en Belgique, en Grèce, en Inde, s'est mobilisée contre ce système capitaliste. Elle est entrée en résistance contre ce système qui ne lui offre aucun avenir.

Le capitalisme ne tombera pas tout seul, mais si nous poussons tous et toutes ensemble, il tombera!

Venez discuter avec nous de la manière de résister, de s'organiser démocratiquement, de faire vivre la solidarité et d'imposer nos exigences pour une société basée sur nos besoins réels et libérée des oppressions... Ensemble, unis, nous pouvons tout changer!



SOUSCRIPTION 2026 Des luttes, une élection, un lieu, une voix indispensable

Les interventions médiatiques de Philippe Poutou et d'Olivier Besancenot, les expressions et les actions du NPA-l'Anticapitaliste dans la séquence d'affrontement social en cours montrent à une large échelle que notre parti est utile, qu'il porte une voix indispensable dans le paysage politique français. C'est le moment pour celles et ceux qui hésitent de nous rejoindre. Et pour que cette voix puisse exister et porter, il faut lui en donner les moyens, notamment financiers. D'autant que nous avons fait un choix difficile, coûteux: celui de ne pas présenter de candidature à la présidentielle 2027 face aux enjeux antifascistes de ce scrutin.

<https://don.npa-lanticapitaliste.org/>

Parti sans préavis et comme un boulet de canon à la mi-septembre dans les quartiers populaires avec des revendications immédiatement et profondément politiques, le mouvement lycéen s'est élargi pour devenir le canal d'expression éruptif d'une très large colère populaire qui prend ses racines dans 10 ans de macronisme et même bien en amont. La journée du samedi 17 octobre a montré l'ampleur et les potentialités d'une mobilisation qui fera date.

Le matériel pour la mobilisation a un coût

Face au libéralisme autoritaire de Macron et au risque imminent d'une prise de pouvoir par l'extrême droite dont il a pavé le chemin, notre camp social doit faire barrage au fascisme en construisant un large front social et politique prenant ses racines dans les luttes et dans l'activité des masses auto-organisées, un front qui agira dans la durée, la diversité, l'unité et la radicalité. Ce barrage se concrétise dès main-

tenant, par l'implication dans le mouvement en cours. Faire un don au NPA, c'est, à cet égard, nous permettre de supporter un surcoût immédiat d'activité, notamment en matière d'impression et d'envoi de matériel pour nos militantes qui collent des affiches, distribuent des tracts et des autocollants.

Nous permettre d'intervenir dans la campagne présidentielle

Ce barrage passe aussi, au printemps prochain, par l'élection présidentielle. La réalité structurelle et conjoncturelle de la V^e République fait de ce scrutin un moment clé qui ne doit pas être discrédité ni même minimisé malgré son caractère institutionnel bourgeois. Il sera marqué au fer rouge jusqu'au soir du 2^e tour par le mouvement actuel. Pour la première fois, il ne sera pas possible d'éluder les luttes sociales durant la campagne.

Faire un don, c'est, à cet égard, nous permettre de défendre nos positions et d'intervenir dans la

campagne présidentielle avec notre propre discours anticapitaliste, mais en soutenant clairement la candidature de Jean-Luc Mélenchon dès le premier tour. Il n'existe pas d'alternative pour mobiliser largement notre camp social afin d'éviter une prise de pouvoir par l'extrême droite, laquelle signerait probablement un changement de régime et mettrait en danger les droits démocratiques élémentaires et la capacité même de militer.

Un parti, un local, une librairie pour les luttes

Ce barrage se matérialise aussi, sur le temps long, dans la création et l'ancrage d'un lieu militant ouvert, combinant un nouveau local pour notre librairie La Brèche et une

salle polyvalente attenante. D'une capacité d'accueil d'environ 100 personnes et équipée d'un bar, sa vocation est d'accueillir divers types d'événements politiques au-delà du NPA, qu'ils soient publics ou non. Faire un don, c'est nous permettre de boucler le financement des travaux en cours dans notre local historique de Montreuil (acquis l'année dernière).

Des luttes permanentes et diverses, une élection décisive, un lieu de résistance: vos dons nous permettront de déployer notre politique sur tous les terrains et à court, moyen et long terme. Aidez-nous à être utiles au mouvement vers un socialisme écologique et démocratique.

Lorapalm, trésorier du NPA-A

★ **la-breche.com**
► la librairie La Brèche
27, rue Taine, Paris 12^e



Meeting du NPA-l'Anticapitaliste

Avec **Christine Poupin**, **Olivier Besancenot**, **Samia El Kalfaoui** (SAVE), **Omar Alsoumi** (Urgence Palestine)

MERCREDI 4 NOVEMBRE À 19H30 À LA BELLEVILLOISE,

19-21, rue Boyer, Paris 20^e. Métro: Ménilmontant ou Gambetta



RÉVOLTES DE LA GEN Z

PARTOUT, LA JEUNESSE SE SOULÈVE
POUR CHANGER LE MONDE

De la France au Maroc, de Madagascar au Népal, une génération se soulève contre un avenir sacrifié. Éducation, climat, justice sociale : ses exigences mettent en cause un même système capitaliste en crise, qui conduit au fascisme.

En France, le mouvement s'organise et cherche la jonction avec les travailleurEs. Face à lui, le gouvernement mêle répression, mépris et annonces au rabais. Mais ces premières concessions trahissent aussi sa fébrilité : la lutte l'oblige à bouger. Pour aller plus loin, l'enjeu est de renforcer l'auto-organisation et de construire la grève.

Un dossier coordonné par la rédaction

Les révoltes de la « Gen Z » :
une Internationale des luttes ?

La révolte actuelle de la jeunesse française réveille les souvenirs de Mai 68. Mais de la même manière que 1968 a été en réalité un mouvement international des générations du « baby-boom » de Prague à Washington en passant par Mexico, la France de 2026 n'est pas davantage un foyer isolé de la contestation.

Depuis deux ans, de nombreuses révoltes de ce qu'on appelle la « Gen Z » secouent la planète. Ces luttes a priori disparates interrogent sur leur multiplication et leur simultanéité. On peut y voir l'entrée en lutte d'une nouvelle génération, marquée par des modalités d'organisation nouvelles (horizontalité, place des réseaux sociaux) ; mais au-delà de leurs formes, ces soulèvements témoignent de l'émergence, à l'échelle internationale, d'une jeunesse qui refuse qu'on sacrifie son avenir.

Un phénomène planétaire

Dans le monde entier, les foyers de contestation se multiplient : au Népal, au Maroc, à Madagascar, au Pérou, en Indonésie ou en Turquie, la « Gen Z » qui s'est soulevée en 2024 et 2025 continue de se mobiliser, même si elle n'a pas toujours remporté des victoires. En Argentine, des protestations massives ont lieu en faveur de l'université publique et de l'éducation gratuite. En Inde, des scandales

sur les systèmes d'examens et la colère contre le chômage aboutissent aujourd'hui à une fronde politique majeure contre le régime de Narendra Modi, structurée autour du « Parti des Cafards ».

En ce moment même, des mouvements de protestation de la « Gen Z » ont lieu dans de nombreux pays européens (Portugal, Espagne, Italie, Grèce, Allemagne...) ; en Albanie, la « révolution des flamants roses » du printemps dernier a accouché d'une convergence des luttes entre écologistes et étudiantEs et d'une situation insurrectionnelle ; en Serbie, la mobilisation de la jeunesse depuis deux ans n'a jamais faibli et aboutit aujourd'hui à un changement de régime historique par la victoire électorale du « Mouvement des étudiants ».

Partout dans le monde,
une même aspiration à la dignité

Le processus à l'œuvre dans ces révoltes du monde entier est

assez semblable : face à un pouvoir souvent rigide, autoritaire ou corrompu, l'étincelle vient du rejet d'une injustice majeure, qui peut porter sur la pauvreté et les inégalités sociales, le droit à l'éducation, la qualité des services publics, la probité de la classe politique, la prédation des ressources... Les revendications sont diverses, mais elles se rejoignent en réalité dans le refus de voir la dignité du peuple bafouée par des conditions de vie dégradées, au profit de l'enrichissement de quelques-uns. Face à ces révoltes, la réponse du pouvoir est toujours la même : surdité et répression, parfois jusqu'aux massacres comme en Iran en janvier dernier avec plus de 30 000 tués dans les manifestations et des centaines d'exécutions. Tous les gouvernements confrontés à ces mouvements, y compris en France, n'y répondent que par le déploiement massif des forces de police, des arrestations de masse, la criminalisation du mouvement et la mise en

œuvre de mesures sécuritaires d'exception.

Mais la répression conduit bien souvent à la politisation accélérée d'une jeunesse qui comprend bien ce que signifie la fascisation du monde capitaliste, un système qui ne tient plus que par un autoritarisme de plus en plus assumé. À cet égard, nous pouvons dire que le soulèvement planétaire de la « Gen Z » est non seulement antifasciste, mais qu'il est profondément socialiste si on considère, pour reprendre les mots du philosophe étatsunien Cornel West, que « l'engagement fondamental [du socialisme] est de défendre la dignité des gens ordinaires et de veiller à ce qu'ils puissent mener une vie décente ». Du mot « socialisme », l'écrivain Joseph Andras dit dans son ouvrage *La Vie bonne. Notre socialisme : « Il se trouve simplement que les humains l'ont choisi pour dire ensemble la dignité, l'espoir et la libération »*. Aux militantEs anticapitalistes du monde entier d'aider ce mot à advenir.

Jim Maussart

INTERNATIONALISME La solidarité passe
les frontières, la révolte aussi

Des délégations aux blocages, la solidarité avec les lycéenNEs de France devient une invitation à agir. Slogans, drapeaux et vidéos font circuler une même idée : ailleurs aussi, on peut relever la tête.

Le 13 octobre, Greta Thunberg vient soutenir les élèves du lycée Paul-Éluard, à Saint-Denis. Son appel à les rejoindre dans la rue donne un visage à une solidarité qui dépasse les frontières. Mais celle-ci prend aussi la forme d'actions et de revendications communes.

« Faisons comme en France »

En Italie, les premières occupations touchent Turin et Rome dès les 5 et 6 octobre. Des délégations lycéennes et étudiantes viennent manifester à Paris. Le 16, à Turin, des étudiantEs préviennent : « Si les choses ne changent pas, nous ferons comme en France. » Le même jour, les cortèges italiens dénoncent le délabrement des établissements, la vie chère et le réarmement. « Personne n'est étranger », proclament-ils contre les quotas visant les élèves étrangers. À Berlin, environ 150 élèves se rassemblent et bloquent le lycée français le 12 octobre. Le 16, des comités engagés contre le service militaire organisent un blocage à l'Andreas-Gymnasium, en

solidarité avec la France et contre les coupes budgétaires. Une revendication relie les combats : « Les riches veulent la guerre, la jeunesse un avenir. »

En Belgique francophone, les manifestations d'élèves, particulièrement suivies à Liège depuis le 1^{er} octobre, rejoignent une contestation de l'austérité scolaire engagée au printemps. L'écho français rencontre une colère déjà là. À Athènes, le 13 octobre, des associations étudiantes affichent sur la place Syntagma une banderole en grec et en français : « Étudier ou survivre ? », adressée aux jeunes mobiliséEs en France.

Des symboles qui circulent

Ces liens passent aussi par un langage commun. Le pavillon pirate de One Piece, tête de mort coiffée d'un chapeau de paille, flotte dans les cortèges français après avoir accompagné les révoltes en Indonésie, au Népal et à Madagascar. La circulation se fait dans plusieurs sens : la jeunesse française puise elle aussi dans les luttes d'ailleurs.

« Bismillah, c'est les ténébres » voyage à son tour. Tirée d'un message Snapchat attribué à un policier infiltré, la formule tourne en dérision une caricature de leur langage. Reprise par Greta Thunberg, elle apparaît sur des pancartes à Bruxelles le 9 octobre, puis dans des mobilisations italiennes et berlinoises. La plaisanterie, qui suscite aussi des critiques légitimes en raison de l'utilisation d'un terme sacré dans l'islam, devient un signe de reconnaissance et de solidarité. C'est dans ce passage du soutien à l'action que se joue la contagion de la lutte. Les situations diffèrent, mais voir d'autres jeunes bloquer leur établissement et tenir tête au pouvoir rend la lutte plus imaginable. Les images témoignent de la répression ; elles montrent aussi la joie, l'entraide et la force du collectif. Face à l'austérité, au racisme et à la militarisation, ces échanges peuvent aider à transformer des colères dispersées en combats communs.

Yaël Lekatz

Grèce. La jeunesse et les
enseignantEs dans la rue.

Le 21 octobre, des mobilisations pour l'éducation ont eu lieu dans plusieurs villes grecques. À Athènes, la manifestation a rassemblé environ 10 000 personnes. La solidarité avec la jeunesse française rencontre une colère profonde : établissements délabrés, développement des universités privées, exclusions d'étudiantEs du public, évaluation autoritaire des enseignantEs et cours privés qui saignent les familles. Mais la mobilisation reste en deçà de ses possibilités. Les syndicats enseignants avaient appelé à un arrêt de travail limité, et non à une journée de grève. Selon les camarades sur place, le KKE, le Parti communiste grec, et sa jeunesse, la KNE, ont veillé à écarter la manifestation athénienne, suscitant la colère de participantEs. Après une campagne gouvernementale agitant la peur d'un scénario français et de nombreux contrôles de jeunes, la police n'a pas chargé le cortège, malgré quelques frictions. Le pouvoir pourrait chercher à éviter

un embrasement à l'approche des commémorations du soulèvement de Polytechnique, le 17 novembre, et de l'assassinat d'Alexis Grigoropoulos par la police, le 6 décembre.

La suite pourrait surtout venir des lycéenNEs, confrontéEs au délabrement de l'école et moins encadréEs par la KNE que les étudiantEs. Les mobilisations européennes peuvent nourrir cette dynamique et aider la colère à dépasser les limites que certaines directions veulent lui imposer.

CorrespondantE

Albanie. La jeunesse refuse
l'exil et la corruption.

« On veut rester ici », explique Rejn, étudiante de 18 ans, à Reporterre. En Albanie, la jeunesse se révolte contre le chômage, la corruption et l'absence de perspectives. Depuis le 13 octobre, étudiantEs et lycéenNEs manifestent à Tirana et dans plusieurs autres villes. Leur exigence : le départ du Premier ministre Edi Rama, au pouvoir depuis 2013. Cette révolte prolonge la « révolution des flamants roses », née fin mai contre un projet de

COORDINATION LYCÉENNE **Un début de structuration du mouvement lycéen**

Malgré cette répression sans précédent, la mobilisation s'étend. Les 13 et 17 octobre, des manifestations ont rassemblé des foules considérables partout en France. Le 17, la mobilisation s'est prolongée après les cortèges par des manifestations spontanées : dans la nuit, des magasins de luxe ont été ciblés dans plusieurs villes. Des denrées alimentaires ont également été « réquisitionnées », selon les lycéenNEs, puis en grande partie redistribuées aux personnes sans domicile fixe.

Des lycéenNEs qui s'organisent

Partout, les lycéenNEs s'organisent, d'abord dans leurs lycées, puis en coordinations régionales et nationales. Le 18 octobre, la seconde assemblée générale de la coordination nationale lycéenne (CNL) s'est tenue à Paris, réunissant des délégations de lycéenNEs éluEs en AG locales de Nantes, Toulouse, Rennes,

Mi-septembre a débuté en France le plus grand mouvement de la jeunesse depuis des décennies. Le 2 octobre, plus de 1000 lycées étaient mobilisés, et 80 % des facs les ont rapidement rejoints et ont vu leurs portes fermées. Le 13 octobre, plus de 6800 personnes avaient été interpellées puis placées en garde à vue depuis le début du mouvement, dont 86 % de mineurEs. Ces chiffres donnent la mesure de la répression, dans un contexte de violence policière toujours plus forte.

Brest, Bordeaux, Tours, Angers, Montpellier, Aix, Marseille, Grenoble, Lyon, Besançon, Montbéliard, Nancy, Strasbourg, Lille, Dunkerque, Rouen, Caen, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et, évidemment, de Paris. DécidéEs à faire entendre leur voix à l'échelle nationale, ils et elles y ont discuté de la suite du mouvement.

Tenir dans la durée

Ce mouvement se construit aussi sur la durée. Les jeunes mobiliséEs cherchent à prévenir les effets durables de la répression et l'épuisement des personnes engagées dans la lutte, font régulièrement le point sur leurs

formes d'action et d'organisation et s'organisent pour se soutenir. Des cagnottes locales et une cagnotte nationale financent le matériel (bannières, mégaphones, encre...) et les déplacements des délégations, qui nécessitent parfois cinq heures de train. Des cours autogérés sont envisagés pour limiter le retard dans les apprentissages malgré les blocages : les lycéenNEs veulent poursuivre leurs études tout en maintenant la mobilisation et répondre à celles et ceux qui les accusent de chercher seulement à éviter les cours.

Vers la grève générale

Enfin, le mouvement appelle à une convergence des luttes.

On a vu les lycéenNEs marcher aux côtés des travailleurEs et échanger avec elles et eux sur les lieux de blocage. Pour la première fois, dimanche 18 octobre, la CNL a voté la rédaction d'un tract appelant à la grève générale : une avancée majeure, qui témoigne de la volonté de la coordination d'élargir la mobilisation et de s'inscrire dans la lutte des classes. Sa ligne stratégique, d'après ses appels et communiqués : bloquer les lieux de pouvoir et les principaux sites économiques, paralyser les gares et perturber les émissions de télévision, comme les lycéenNEs ont déjà commencé à le faire.

Lalla F. Colvin, le 18 octobre 2026

LYCÉES **Le gouvernement plie, mais il plie mal**

Malgré les vacances scolaires, malgré la répression violente, malgré les tentatives de dissuasion et de division, les mobilisations des 17 et 24 octobre ont été de grandes réussites. Plus de 800 000 personnes dans la rue pour exprimer en chœur une colère face au mépris du gouvernement, un refus de la propagande médiatique et une critique globale du système en place.

La mobilisation contraint le gouvernement à annoncer des concessions. Mais ces mesures dérisoires restent loin des revendications de la jeunesse. Pour obtenir satisfaction, la lutte doit s'amplifier à la rentrée et le 5 novembre.



Des annonces au rabais

Ce lundi 26 octobre, le gouvernement a plié. Lecornu a d'abord reçu des influenceurEs à Matignon pour présenter ses nouvelles mesures, puis les syndicats étudiants et lycéens séparément, évitant une contradiction trop forte en face de lui. Ces annonces sont : une refonte de Parcoursup, la plateforme de sélection post-bac, pour 2028, 15 000 places de plus dans l'enseignement supérieur, 4 mil-

liards d'euros pour la rénovation des bâtiments, 1420 postes de professeurEs et de remplaçantEs dans le secondaire, ainsi qu'une limitation des classes de seconde à 28 élèves. En plus du foutage de gueule de la rencontre des tiktokeurEs avant la jeunesse mobilisée, ces propositions sont un enfumage complet. Non seulement ces mesures ne s'appliquent que dans un an, voire plus, mais elles sont en plus dérisoires. La refonte

de Parcoursup ne prévoit qu'un accompagnement plus « lisible » des démarches, grâce à une intelligence artificielle ; les places manquantes dans l'enseignement supérieur sont au nombre de 250 000 et non de 15 000 ; les postes de professeurEs sont trop peu nombreux ; et pourquoi se limiter aux classes de seconde pour les 28 élèves par classe ?

Un premier recul imposé par la lutte, amplifions-la !

Ses tentatives de dissuasion et de division par la peur montrent leurs limites. Alors, malgré ses interdictions de rassemblements, ses couvre-feux et ses arrestations par milliers, le gouvernement est tout de même obligé de lâcher du lest. Cependant, ce ne sont pour le moment que des « miettes ». Les revendications sont pourtant claires depuis le début : fin totale des plateformes de sélection, fin du 8 h-18 h et des cours le samedi, un financement massif de l'enseignement, fin du décret raciste « Bienvenue en France », fin de la répression policière et amnistie des condamnés.

Les syndicats et la jeunesse ne sont pas dupes et appellent à continuer la lutte, à bloquer de plus belle ce lundi 2 novembre, jour de la rentrée, et à rejoindre la mobilisation du 5 novembre à l'appel de l'intersyndicale. Ce recul est le premier obtenu depuis longtemps par une mobilisation sous le macronisme. Cela démontre une chose : le pouvoir a peur de cette mobilisation générale !

Les Jeunesses anticapitalistes

ÉCOLOGIE **Génération canicule**

La jeunesse fait de ses murs une question climatique.

Parti de Mayotte fin août, puis de Créteil mi-septembre, le mouvement lycéen et étudiant pose une des questions que le pouvoir refuse d'entendre : qui paie l'adaptation au réchauffement ? Analyse d'une révolte qui relie austérité, capital fossile et justice climatique.

Étudier à 35°C

Le 17 octobre, 800 000 personnes ont défilé contre la vie chère, aux côtés des lycéenNEs et étudiantEs mobiliséEs depuis un mois. Début octobre, plus de mille lycées étaient touchés sous une répression policière inédite. Réduire cette révolte à un ras-le-bol scolaire serait passer à côté de ce qu'elle dit de l'époque et des revendications.

L'état du bâti scolaire est au cœur des revendications. Rien de technique là-dedans : dès fin mai, le thermomètre dépassait 30°C dans tout le pays, et les élèves ont planché dans des salles surchauffées voire passé le bac sous 40°C. À Saint-Denis, au lycée Paul-Éluard, 600 élèves suivent les cours dans des préfabriqués où il fait parfois plus de 30°C dès 9 heures, sans les ventilateurs promis. À Mayotte, où la mobilisation a démarré dès fin août, les lycéenNEs réclament un point d'eau par établissement. À Besançon, ils et elles exigent la rénovation écologique des bâtiments et l'application des mesures de la Convention citoyenne pour le climat ; à Lyon, l'adaptation au climat figure aux côtés de la fin de Parcoursup. La plateforme commune des organisations de jeunesse exige un plan d'urgence de rénovation. La crise climatique n'entre pas ici par les discours, mais par la matérialité des classes : ce sont les mêmes quartiers populaires qui subissent l'austérité et les îlots de chaleur.

Montpellier : le capital fossile dans l'amphi

À la fac des sciences de Montpellier, l'occupation lancée le 6 octobre porte une exigence claire : l'abrogation de la convention signée en juin avec TotalEnergies pour le master Énergie. Adoptée à 14 voix contre 14, à cause de l'arbitrage du doyen, elle associe le géant pétrolier, condamné pour « pratiques commerciales trompeuses » (lire ici greenwashing), à l'évaluation des étudiantEs et à leur formation à la transition énergétique. Les occupantEs conditionnent la levée du blocus à la rupture de l'accord. Une entreprise qui connaissait dès les années 1970 l'impact climatique de ses activités prétend former les ingénieurEs de la « transition » : là où l'État se désengage, le capital fossile s'installe.

Fin du mois, fin du monde

Le mouvement a croisé les marches du 26 septembre, plus de 130 000 personnes dans 260 villes pour le climat et la justice sociale, et la colère contre le prix des carburants. Cette convergence n'a rien d'artificiel : la flambée des prix de l'énergie et le dérèglement climatique ont la même source, un système fondé sur les fossiles et la rente capitaliste, comme l'ont rappelé de nombreuses pancartes pendant la mobilisation du 17 octobre.

Une vague mondiale

La France n'est pas isolée. Depuis 2025, des révoltes de la « Gen Z » ont secoué le Népal, le Maroc ou Madagascar, où tout est parti des coupures d'eau (un commun accaparé pour la production de biens exportés vers les pays du Nord global) et d'électricité. Partout, la même exigence : l'accès aux biens communs et à des services publics dignes financés par une meilleure répartition des richesses, et donc la fin d'un système de rente basé sur les dominations du capital sur le vivant dans son entier. La jeunesse a ouvert une brèche ; reste à l'élargir.

Commission nationale Écologie

complexe touristique lié à la famille Trump dans une zone protégée du littoral. Après des mois de rassemblements pacifiques, la colère s'est élargie et durcie. Le 17 octobre, devant le ministère de l'Éducation, une valise brûlée symbolise le refus d'un avenir réduit à l'émigration. Le pouvoir répond par les canons à eau, les gaz lacrymogènes et les arrestations. Le médiateur albanais a signalé des traces de violences chez des personnes détenues et dénoncé leurs conditions de détention. Rama, lui, prétend que des groupes extrémistes ont confisqué la mobilisation et refuse de démissionner. Mais la répression suscite la solidarité : des parents et des centaines d'enseignantEs ont rejoint les cortèges, tandis qu'un syndicat enseignant a appelé à la grève. Au-delà des conditions d'études, cette mobilisation met en cause un système qui sacrifie l'avenir de la jeunesse aux intérêts des puissants. Son élargissement ouvre la possibilité d'un rapport de force face au pouvoir.

CorrespondantE

RÉVOLTE SOCIALE Des pancartes partout : la rue a des choses à dire

L'une des caractéristiques de la vague de mobilisation de masse que nous connaissons depuis un mois, c'est la multiplication des pancartes brandies par les manifestantEs, tout particulièrement les lycéenNEs. La diversité et l'inventivité de cette forme d'expression populaire autogérée méritaient bien un petit florilège : voici quelques pancartes photographiées par des militantEs du NPA-l'Anticapitaliste dans différentes villes.



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org

[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)

[L_anticapitaliste](https://www.instagram.com/L_anticapitaliste)

[Lanticapitalist1](https://twitter.com/Lanticapitalist1)

[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.spotify.com/fr/artist/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaine YouTube L'Anticapitaliste,

le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste la revue

Le n°176-177 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 5 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

l'Anticapitaliste

N°176-177 / Août-Sept 2026 15 €

La revue mensuelle du NPA

ICI & MAINTENANT
CONTRE
LE FASCISME
DEMAIN PARTOUT

TRAVAIL DE MASSE

Multination, impacte
du libéralisme

Safia Kessas
Fabrice Rieputi
Un massacre
en Kabylie

Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@lanticapitaliste.org

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à :

diffusion@lanticapitaliste.org